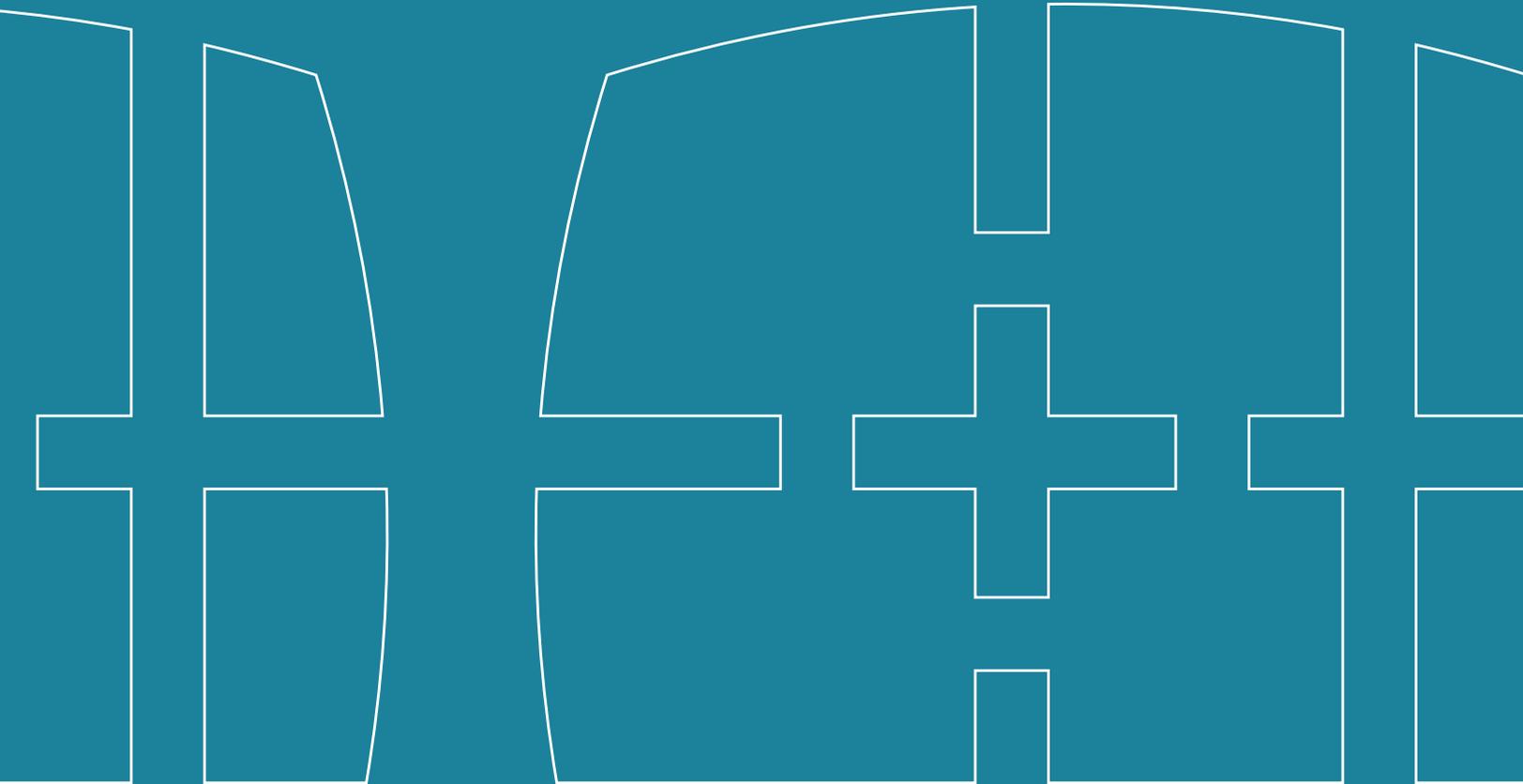


Mon habitat, plus qu'un simple toit :
**évaluer les caractéristiques de
l'environnement bâti en lien avec la
santé**



Mon habitat, plus qu'un simple toit :
**évaluer les caractéristiques de
l'environnement bâti en lien avec la santé**

Centre de référence sur l'environnement bâti et la santé

AUTEURS

Vicky Huppé
Benoît Lévesque
Direction de la santé environnementale et de la toxicologie

André Tourigny
Éric Robitaille
Direction du développement des individus et des communautés

COLLABORATEURS

Pascale Krzywkowski
Secteur Santé environnementale
Direction de santé publique de la Montérégie

Elisabeth Masson
Secteur Santé environnementale
Direction de santé publique de la Montérégie

Maud Emmanuelle Labesse
Claude Prévost
Direction de la santé environnementale et de la toxicologie

RÉVISION ET MISE EN PAGE

Véronique Paquet, agente administrative
Direction de la santé environnementale et de la toxicologie

FINANCEMENT

Ce projet est financé par le Fonds vert dans le cadre de l'Action 21 du Plan d'action 2006-2012 sur les changements climatiques (PACC) du gouvernement du Québec.

Ce document est disponible intégralement en format électronique (PDF) sur le site Web de l'Institut national de santé publique du Québec au : <http://www.inspq.qc.ca>.

Les reproductions à des fins d'étude privée ou de recherche sont autorisées en vertu de l'article 29 de la Loi sur le droit d'auteur. Toute autre utilisation doit faire l'objet d'une autorisation du gouvernement du Québec qui détient les droits exclusifs de propriété intellectuelle sur ce document. Cette autorisation peut être obtenue en formulant une demande au guichet central du Service de la gestion des droits d'auteur des Publications du Québec à l'aide d'un formulaire en ligne accessible à l'adresse suivante : <http://www.droitauteur.gouv.qc.ca/autorisation.php>, ou en écrivant un courriel à : droit.auteur@cspq.gouv.qc.ca.

Les données contenues dans le document peuvent être citées, à condition d'en mentionner la source.

Dépôt légal – 3^e trimestre 2018
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISBN : 978-2-550-81995-0 (PDF)

© Gouvernement du Québec (2018)

Avant-propos

La mission première du Centre de référence sur l'environnement bâti et la santé (CREBS) est de colliger les connaissances, de les intégrer de façon cohérente et de les traduire sous un format susceptible de répondre aux besoins des professionnels et des décideurs concernés par l'environnement bâti et la santé. Elle consiste également à faire connaître les besoins des professionnels et des décideurs auprès des producteurs de connaissances. Pour réaliser sa mission, le CREBS mise, entre autres, sur l'accès et le partage de données et d'informations intégrées sur l'environnement bâti et la santé par le développement d'une trousse diagnostique de l'environnement bâti. Cette trousse est composée de différents outils d'évaluation des caractéristiques de l'environnement bâti, dont les outils de collecte de données découlant du projet *Mon habitat : plus qu'un simple toit*.

Par l'intégration d'un ensemble de déterminants de santé associés à l'environnement bâti (ex. : capacité d'adaptation aux changements climatiques, pratique d'activités physiques, bruit, etc.), le développement d'une trousse diagnostique de l'environnement bâti a pour but de soutenir les acteurs régionaux et locaux (en particulier les municipalités régionales de comté [MRC], les municipalités, les centres intégrés de santé et de services sociaux [CISSS] et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux [CIUSSS]) dans l'identification des problématiques à prioriser sur leur territoire afin d'influencer et de soutenir le développement et la création d'environnements sains et sécuritaires.

Plus spécifiquement, le projet *Mon habitat : plus qu'un simple toit* inclut des indicateurs et des outils de mesure de perception des citoyens ou d'intervenants clés qui portent sur les conditions de l'environnement bâti et les problèmes de santé qui y sont potentiellement associés, incluant les conditions ayant le potentiel d'augmenter ou de réduire les effets des répercussions des changements climatiques sur la population.

Ce rapport est un guide d'utilisation des outils de collecte de données du projet *Mon habitat : plus qu'un simple toit*. Les outils de collecte de données sont accessibles sur le [site Internet du CREBS](#). Il présente une mise en contexte de l'enquête du projet *Mon habitat : plus qu'un simple toit*; la méthodologie utilisée; l'enquête effectuée et ses résultats et l'analyse de 2 scénarios afin de reproduire celle-ci dans d'autres localités du Québec. Cette analyse porte en particulier sur les besoins en ressources (humaines, financières, matérielles), le temps requis, ainsi que les forces et les faiblesses de différents scénarios de collecte de données.



Table des matières

Liste des tableaux	V
1 Mise en contexte	1
2 Méthodologie de l'enquête	3
2.1 Contact avec la municipalité et les partenaires.....	3
2.2 Planification de la collecte de données	4
2.2.1 Préparation de l'équipe sur le terrain.....	4
2.2.2 Préparation du matériel.....	4
2.3 Recrutement des ménages.....	4
2.4 Outils de collecte de données	5
2.4.1 Module complémentaire : audit de potentiel piétonnier actif et sécuritaire	5
3 Enquête pilote réalisée à Baie-Saint-Paul	7
3.1 Démarche utilisée pour la collecte de données	7
3.2 Participation et taux de réponse.....	8
3.3 Déroulement de la collecte de données	8
3.4 Analyse des résultats.....	9
4 Analyse des ressources nécessaires pour reproduire l'enquête	11
4.1 Scénario A : enquête pilote à Baie-Saint-Paul	11
4.1.1 Ressources humaines et financières utilisées	11
4.1.2 Ressources nécessaires estimées pour une enquête similaire.....	14
4.1.3 Forces et faiblesses du scénario A.....	17
4.2 Scénario B : version abrégée de l'enquête	17
4.2.1 Ressources nécessaires estimées pour reproduire l'enquête	17
5 Conclusion	23
6 Références	25
Annexe 1 Liste de vérification	27
Annexe 2 Enquête <i>Mon habitat : plus qu'un simple toit</i> : démarche de révision des questionnaires	31
Annexe 3 Estimation des coûts pour la réalisation de la collecte de données par une firme de sondage	37

Liste des tableaux

Tableau 1	Outils utilisés pour la collecte de données	6
Tableau 2	Ressources humaines et matérielles utilisées pour la réalisation du projet pilote à Baie-Saint-Paul, selon les trois grandes étapes de l'enquête	12
Tableau 3	Coûts du projet pilote à Baie-Saint-Paul, par étape.....	13
Tableau 4	Ressources humaines et matérielles estimées pour la réalisation du scénario A, selon les trois grandes étapes de l'enquête	15
Tableau 5	Ressources financières estimées pour la réalisation du scénario A, par étape	16
Tableau 6	Forces et faiblesses du scénario A	17
Tableau 7	Principaux aspects distinctifs du scénario B par rapport au scénario A	19
Tableau 8	Ressources humaines et matérielles estimées pour la réalisation du scénario B, selon les trois grandes étapes de l'enquête	20
Tableau 9	Ressources financières estimées pour la réalisation du scénario B, par étape.....	21

1 Mise en contexte

L'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* couvre un ensemble de problématiques associées à l'habitat (le logement et l'environnement à proximité) qui ont le potentiel de conduire à des effets sur la santé des occupants. Elle s'inspire de l'enquête paneuropéenne *Large Analysis and Review of European housing and health Status* (LARES), réalisée par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) dans huit municipalités distinctes¹ à travers l'Europe en 2002-2003 (Bonney et collab., 2007), et dont le but était d'évaluer, à travers la perception des citoyens et l'observation visuelle du logement par une personne habilitée, les enjeux de santé associés aux conditions d'habitation. La particularité du projet LARES est l'utilisation d'une démarche concertée avec la ville, dont les résultats ont pour finalité 1) d'informer et de sensibiliser les décideurs sur les priorités d'intervention en lien avec la santé à l'échelle locale et 2) de les outiller dans leur prise de décision afin de favoriser la mise en place de solutions durables.

La démarche novatrice et holistique utilisée dans le cadre de l'enquête présente l'avantage d'offrir une vision globale des enjeux de santé associés à l'habitat et au milieu de vie. À travers la perception et la satisfaction de la population étudiée, elle permet ainsi de mieux cerner les aspects importants du milieu de vie et les priorités d'action.

L'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* porte sur l'ensemble des dimensions de l'habitat qui influencent la santé et le bien-être (le foyer, le logement, l'environnement résidentiel, la communauté). Réalisée de concert avec les municipalités, elle vise à connaître les préoccupations des citoyens en ce qui touche au logement et aux quartiers. L'utilisation de cet outil de collecte de données peut aider les intervenants de santé publique et leurs partenaires à atteindre les objectifs 1 « améliorer la qualité de vie dans les communautés » et 2 « réduire les risques pour la santé associés à l'environnement, au transport et à l'aménagement du territoire » de l'Orientation 2 « l'aménagement de communautés et de territoires sains et sécuritaires » de la Politique gouvernementale de prévention en santé (PGPS) (MSSS, 2016). C'est aussi en concordance avec l'axe d'intervention 2 « l'adoption de modes de vie et la création d'environnements sains et sécuritaires » du Programme national de santé publique 2015-2025 (MSSS, 2015).

De façon globale, l'objectif du projet d'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* est de documenter et d'améliorer les connaissances sur les enjeux de santé reliés à l'habitation et de soutenir la mise en place de solutions durables à l'échelle locale et municipale. Elle vise la collecte de données dans des secteurs prioritaires où les enjeux de santé associés à l'habitat sont les plus susceptibles d'être importants.

De façon plus spécifique, il s'agit :

- + d'évaluer la qualité du milieu bâti et les conditions de logement qui peuvent affecter la santé;
- + de tester et de valider des outils d'investigation des conditions de logement concernant la santé, utilisables par les centres intégrés de santé et de services sociaux (CISSS) et les centres intégrés universitaires de santé et de services sociaux (CIUSSS), en collaboration avec les municipalités;
- + de définir les cibles d'intervention potentielles sur une base locale;
- + de générer des données servant d'outils d'aide à la décision à l'échelle locale et municipale.

¹ Angers (France), Bonn (Allemagne), Bratislava (Slovaquie), Budapest (Hongrie), Ferreira do Alentejo (Portugal), Forli (Italie), Genève (Suisse), Vilnius (Lituanie).

Avec le soutien de l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ), la Société d'habitation du Québec (SHQ), la Direction de santé publique (DSP) de la Capitale-Nationale) et le Centre de santé et de services sociaux de Charlevoix, la Ville de Baie-Saint-Paul était la première municipalité canadienne à tester et à s'approprier un projet ayant déjà fait ses preuves dans plusieurs municipalités européennes.

L'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* réalisée dans la Ville de Baie-Saint-Paul au cours de l'été 2012 constituait donc un projet pilote qui visait notamment à évaluer les outils utilisés pour la collecte de données, la démarche d'enquête ainsi que sa capacité à évaluer le lien entre les conditions d'habitation et la santé des résidents à l'échelle locale. Les résultats issus des données de l'enquête ont d'ailleurs fait l'objet d'un rapport qui est disponible sur le site Internet de l'INSPQ (2014). Un article scientifique a aussi été publié concernant la mobilisation des autorités de la municipalité de Baie-Saint-Paul autour d'enjeux de santé publique à la suite de la diffusion des résultats de l'enquête (Lévesque, Huppé et Tourigny, 2016).

Ce document présente trois scénarios d'enquête. Le premier consiste à répliquer l'enquête réalisée à Baie-Saint-Paul (section 3). À la suite de l'évaluation du projet, deux autres scénarios ont été suggérés pour réaliser une telle enquête; le scénario A, utilisé à Baie-Saint-Paul, mais excluant les ressources nécessaires pour réaliser certaines étapes relatives à la planification et à l'analyse; un scénario B, plus simplifié et moins coûteux. À la section 2 est décrit le processus à suivre afin de collecter les données indépendamment du scénario choisi. À la section 3, l'exemple du projet de Baie-Saint-Paul est donné. La section 4.1 analyse plus en profondeur les ressources nécessaires à la réalisation du scénario A alors que la section 4.2 s'intéresse plus précisément au scénario B.

2 Méthodologie de l'enquête

Cette section décrit le processus à suivre afin de collecter les données, indépendamment du scénario choisi (A ou B).

2.1 Contact avec la municipalité et les partenaires

Le promoteur du projet peut être toute organisation locale ou régionale qui souhaite établir un portrait global des conditions de l'habitat dans une localité donnée afin d'alimenter la réflexion et d'orienter les décisions à l'égard des logements et des quartiers, par exemple : CISSS/CIUSSS, municipalité, organisme communautaire, etc. L'annexe 1 présente une liste de vérification résumant les différentes étapes pour la réalisation du projet.

La réalisation de ce projet implique une participation active de la municipalité. Ainsi, à moins que la municipalité ne soit déjà le promoteur du projet, il est essentiel d'établir le lien avec cette dernière au moins de trois à quatre mois avant la collecte de données. Les premiers échanges (réalisés par exemple par courriel ou par téléphone) permettent d'établir un lien avec les personnes concernées (ex. : responsables de l'urbanisme, du développement durable, etc.) et d'établir la capacité et l'intérêt de la municipalité à participer à l'enquête. Afin de bien présenter et expliquer le projet, il peut être intéressant d'utiliser une plaquette de projet, dont un exemple utilisé dans le cadre du projet de Baie-Saint-Paul est disponible sur le [site Internet du CREBS](#). Cette plaquette, qui consiste en un court document d'une dizaine de pages, permet à la municipalité de mieux comprendre la nature du projet en précisant les objectifs de l'enquête, le produit final, les retombées potentielles ainsi que les avantages pour la municipalité de participer. Une rencontre en personne avec la municipalité et les partenaires permet par la suite de mieux préciser les attentes, les rôles et les responsabilités.

Qu'ils soient promoteurs du projet ou partenaires, il est très pertinent d'intégrer les organismes de santé publique à l'enquête. En effet, de par leur mission, ceux-ci seront certainement intéressés à la réalisation du projet ainsi qu'aux résultats et aux retombées potentielles en matière de santé sur une base locale.

L'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* vise particulièrement les secteurs défavorisés, où les enjeux de santé associés à l'habitat sont les plus susceptibles d'être importants. Afin de cibler les secteurs d'intérêt, il est recommandé d'avoir recours à l'indice de défavorisation matérielle et sociale développé par l'Institut national de santé publique du Québec (INSPQ, 2015). L'indice est disponible à l'échelle des aires de diffusion, une unité spatiale composée d'environ 400 à 700 personnes. Il est aussi suggéré d'identifier un deuxième secteur mieux favorisé selon cet indice, qui permettra d'effectuer des comparaisons lors de l'analyse. Ces choix doivent être validés avec la municipalité, qui détient une bonne connaissance de son territoire.

À ce moment, il sera également pertinent de s'informer auprès de la municipalité sur le type de zonage où habitent les ménages visés, car cette information servira lors de l'analyse.

2.2 Planification de la collecte de données

2.2.1 PRÉPARATION DE L'ÉQUIPE SUR LE TERRAIN

Le nombre de personnes nécessaires pour réaliser l'enquête dépend des ressources disponibles ainsi que de la durée prévue de la collecte de données. Cependant, il faut prévoir au moins deux personnes dont les principales tâches sont décrites ci-dessous (les coûts liés à la réalisation de l'enquête sont présentés à la section 3 de ce document) :

- + **Téléphoniste** : cette personne est responsable de recruter les ménages par téléphone. Son rôle consiste à expliquer brièvement l'enquête aux ménages, à inviter les ménages à participer et à établir une date et une heure de rendez-vous avec l'enquêteur. Elle s'informe également du nombre de personnes de 5 ans et plus qui composent le ménage (afin de prévoir le nombre de questionnaires *Santé* à remplir par le ménage).
- + **Enquêteur** : cette personne est responsable de procéder à la collecte de données sur le terrain. Son rôle est de réaliser les entrevues face à face avec les ménages participants et de remettre à la fin de l'entretien les questionnaires autoadministrés, soit le questionnaire *Santé* (pour chacun des individus du ménage âgés de 5 ans et plus) et le questionnaire *Dépenses associées au logement*. Au besoin, l'enquêteur procédera également à la saisie des deux questionnaires autoadministrés (si les questionnaires ont été remis en format papier aux ménages).

2.2.2 PRÉPARATION DU MATÉRIEL

Pour la collecte de données, le matériel suivant est requis :

- + Logiciel [StreetSmart](#);
- + Ordinateur portable format « tablette » afin de saisir les données sur le terrain;
- + Logiciel d'entrevue et de saisie de données (ex. : [SurveyMonkey](#) ou [LimeSurvey](#));
- + Cartable de formation de l'enquêteur (ce cartable regroupe l'ensemble des informations reçues lors de la formation ainsi que de la documentation supplémentaire pour l'aider à répondre à des questions spécifiques qui pourraient être posées par des participants);
- + Calendrier en ligne afin de planifier les rendez-vous avec les ménages. Le recours à un calendrier en ligne présente l'avantage de pouvoir être partagé par les différents membres de l'équipe de recherche (ex. : Google Agenda qui est gratuit, mais qui nécessite un compte de messagerie électronique).

2.3 Recrutement des ménages

Les adresses des ménages peuvent être obtenues à partir du rôle d'évaluation de la municipalité ou de la liste électorale. La base de données *StreetSmart* ou le bottin téléphonique en ligne [Canada 411](#) permettent ensuite de retrouver les numéros de téléphone associés à ces adresses.

Quelques semaines avant la collecte de données, une campagne de promotion de l'enquête est réalisée auprès des citoyens afin de leur annoncer la tenue de l'enquête dans leur municipalité. Cette campagne permet d'expliquer notamment le but, le déroulement de l'enquête ainsi que le rôle des autorités locales dans le projet et donne une assurance quant à la confidentialité de l'étude. Les moyens choisis doivent être discutés avec la municipalité et dépendent de différents facteurs tels que les ressources disponibles et les moyens généralement privilégiés à l'échelle locale pour rejoindre la population. La campagne d'information peut ainsi prendre les différentes formes

suivantes : publication d'un article dans le journal local, annonce du projet sur le site Internet de la municipalité, affiche dans les points de services majeurs (épicerie, pharmacie, etc.), insertion d'un feuillet promotionnel dans le Publisac, utilisation du service de publipostage de Poste Canada, envoi d'un communiqué de presse, etc.

Les ménages sélectionnés sont ensuite invités à participer à l'enquête par une lettre signée du maire de la municipalité. La lettre permet d'expliquer en quoi consiste l'enquête, quels sont les avantages de participer et de préciser qu'ils seront appelés sous peu pour un rendez-vous. Il peut être intéressant de réfléchir avec la municipalité à un incitatif qui favoriserait la participation des ménages. Par exemple, dans le cadre du projet pilote de Baie-Saint-Paul, la municipalité précisait dans sa lettre qu'elle procéderait au tirage de 50 droits d'accès pour une activité offerte dans la programmation de loisirs parmi les participants. Un exemple de la lettre utilisée par la municipalité de Baie-Saint-Paul pour inviter les ménages sélectionnés à participer est présenté sur le [site Internet du CREBS](#). Cette lettre peut être acheminée aux ménages sélectionnés en plusieurs envois, avant et pendant la collecte de données.

Une fois la lettre envoyée, un premier contact avec les ménages est réalisé par téléphone pour valider l'intérêt des ménages à participer à l'étude et pour prévoir une date de visite. À ce moment, le téléphoniste demande certaines informations qui permettront de mieux prévoir la collecte de données, soit : le nombre de personnes de 5 ans et plus qui composent le ménage et l'accès à Internet au domicile. Si le ménage a accès à Internet, le téléphoniste notera alors une adresse courriel d'un des membres du ménage qui sera utilisée pour lui acheminer le lien pour remplir les questionnaires autoadministrés (questionnaires *Santé* et *Dépenses associées au logement*)². L'établissement du premier contact avec les ménages s'avère une étape cruciale afin d'assurer un bon taux de participation de l'étude. En cas d'absence de réponse, un nombre maximal de trois rappels est effectué pour établir le contact.

2.4 Outils de collecte de données

La collecte de données de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* est entièrement réalisée par le biais de questionnaires. Ceux-ci sont décrits plus en détail dans le tableau 1. Les questionnaires sont disponibles sur le [site Internet du CREBS](#).

2.4.1 MODULE COMPLÉMENTAIRE : AUDIT DE POTENTIEL PIÉTONNIER ACTIF ET SÉCURITAIRE

Les résultats de potentiel piétonnier obtenus grâce au questionnaire *Entretien* font appel à la mémoire des participants et se situent à différentes échelles entourant le lieu du domicile. Cette méthode permet la collecte de données subjectives et met en place d'excellentes pistes de réflexion pour l'identification de secteurs ou préoccupations jugés problématiques par les résidents.

Un diagnostic objectif et systématique de l'environnement urbain, à l'échelle du piéton, s'avère très efficace à la poursuite de ce type de démarche. L'audit de potentiel piétonnier actif et sécuritaire (PPAS) vient combler le déficit de données sur l'environnement bâti local favorable à la mobilité active. L'audit³ est un outil d'aide à la décision pour déterminer les priorités d'interventions et influencer les décideurs.

² La procédure pour remplir les questionnaires en ligne est la même que pour les questionnaires papier. Elle est décrite à la section 3.

³ Pour en savoir plus, consultez la [Boîte à outils : audit de potentiel piétonnier actif sécuritaire \(PPAS\) : le guide complet 2.1](#) (Paquin, 2015).

Tableau 1 Outils utilisés pour la collecte de données

Outil de collecte	Description	Moment de collecte des données et format utilisé	Scénarios
Questionnaire <i>Entretien</i> et section <i>Visite</i>	Entrevue face à face faite par un enquêteur auprès d'un répondant du ménage qui vise à évaluer la satisfaction et la perception de ce dernier à l'égard de son habitat. Ce questionnaire inclut également quelques observations de l'enquêteur sur les caractéristiques et l'état du bâtiment (section <i>Visite</i>).	Au moment de la visite, format électronique (données saisies directement)	Scénario B
Questionnaire <i>Entretien</i> (disponible sur demande)	Entrevue face à face faite par un enquêteur auprès d'un répondant du ménage qui vise à évaluer la satisfaction et la perception de ce dernier à l'égard de son habitat.	Au moment de la visite, format électronique (données saisies directement)	Scénario A et scénario Baie-Saint-Paul
Questionnaire <i>Formulaire de Visite</i> (disponible sur demande)	Inspection visuelle des lieux par un enquêteur (état physique du logement et du quartier).	L'inspection visuelle détaillée de l'intérieur et de l'extérieur des logements ciblés est effectuée par un enquêteur engagé pour le projet.	Scénario A et scénario Baie-Saint-Paul
Questionnaire <i>Santé</i> (versions adulte et enfant)	Questionnaire autoadministré (en ligne ou papier) rempli par tous les occupants du ménage et visant à déterminer leur état de santé. Pour les enfants de 5 à 15 ans, ce questionnaire est plus court, adapté à leur âge et doit être rempli avec l'aide de l'un ou l'autre des parents.	Après la visite, en ligne ou papier (données saisies subséquemment, deux fois)	Scénarios A, B et Baie-Saint-Paul
Questionnaire <i>Dépenses associées au logement</i>	Questionnaire autoadministré (en ligne ou papier) rempli par un représentant du ménage et visant à déterminer globalement les dépenses du ménage associées au logement.	Après la visite, en ligne ou papier (données saisies subséquemment, deux fois)	Scénarios A, B et Baie-Saint-Paul
Codes des questions	Signification des codes utilisés dans les questionnaires.		Scénarios A, B et Baie-Saint-Paul
Nombre de questions	Nombres de questions et thématiques utilisés dans les questionnaires.		Scénarios A, B et Baie-Saint-Paul

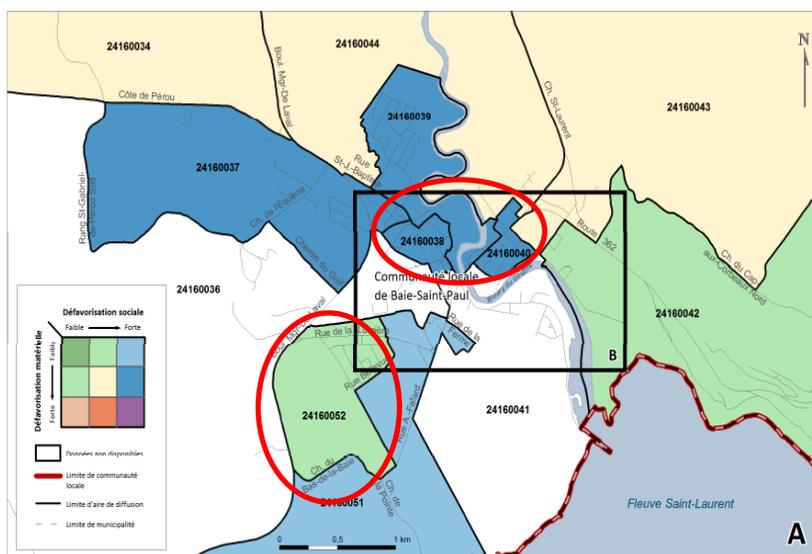
3 Enquête pilote réalisée à Baie-Saint-Paul

La prise de contact avec la Ville de Baie-Saint-Paul a été effectuée par la DSP de la Capitale-Nationale à l'automne 2011. Un outil de communication (plaquette de projet⁴), expliquant brièvement d'où viennent le projet, ses objectifs, le produit final et les retombées potentielles, a également été transmis à la municipalité afin de l'aider à mieux comprendre l'objet de l'enquête. Par la suite, des échanges ont permis aux personnes responsables du dossier de la municipalité de renforcer cette compréhension, de préciser les besoins et capacités de la ville et d'établir un lien de confiance mutuel entre les partenaires.

3.1 Démarche utilisée pour la collecte de données

Le choix des secteurs à l'étude était basé sur les options proposées par la Ville de Baie-Saint-Paul ainsi que sur l'indice de défavorisation matérielle et sociale de l'INSPQ (2015). Les aires de diffusion 24160038 et 24160040 ont ainsi été sélectionnées pour faire partie du groupe moins favorisé socialement (secteur 1; en bleu) et l'aire de diffusion 24160052 pour faire partie du groupe mieux favorisé socialement (secteur 2; en vert) (figure 1).

Carte 1 Distribution de l'indice de défavorisation matérielle et sociale 2006, Baie-Saint-Paul



Source : Kègle, R. et collab. (2011).

Les adresses de l'ensemble des ménages habitant les secteurs visés ont été obtenues à partir du rôle d'évaluation (actuel) et de la liste électorale (2009), générant ainsi un total de 736 adresses (secteur 1 = 458 et secteur 2 = 278). Par la suite, les numéros de téléphone des ménages ont été obtenus à l'aide de la base de données *StreetSmart* et du bottin téléphonique en ligne Canada 411. Les ménages dont les numéros de téléphone n'ont pas été trouvés ont été exclus (n = 63), totalisant 673 ménages sur la liste d'appels (secteur 1 = 417 et secteur 2 = 256).

⁴ Exemple de plaquette disponible sur le [site Internet du CREBS](http://www.crebs.org).

Les ménages inclus dans la liste d'appels (n = 673) ont d'abord reçu, de la Ville de Baie-Saint-Paul, une lettre⁵ les invitant à participer à l'enquête. La lettre expliquait en quoi consisterait leur participation à l'enquête et spécifiait que la ville ferait tirer 50 droits d'accès pour une activité offerte dans la programmation des loisirs de l'automne 2012 parmi les participants. Les lettres ont été envoyées de manière séquentielle, au cours de l'été, avec un total de six envois massifs.

Une fois la lettre envoyée, une employée de la Ville de Baie-Saint-Paul appelait les ménages inscrits sur la liste afin de sonder leur intérêt et planifier un rendez-vous pour la visite. Les appels ont débuté dans la semaine du 14 mai 2012. L'ordre dans lequel les ménages ont été contactés au cours de l'été a été établi de façon aléatoire.

Les versions françaises des questionnaires fournis par l'OMS ont été révisées de manière à refléter le contexte québécois actuel de l'habitat, avec l'aide de questionnaires utilisés dans le cadre d'enquêtes québécoises et canadiennes et la consultation d'experts provenant de divers domaines de la santé publique et de l'habitat (annexe 2). Dans le cadre du projet pilote réalisé à Baie-Saint-Paul, la collecte de données sur la santé des occupants, leur satisfaction par rapport à leur habitat ainsi que la qualité des conditions d'habitation était entièrement réalisée par le biais de quatre outils (questionnaires *Entretien*, *Santé*, *Dépenses associées au logement* et une grille d'inspection [*Formulaire de Visite*]).

Les visites des ménages étaient réalisées par deux enquêteurs. D'abord, un enquêteur s'occupait de procéder à une entrevue face à face avec un représentant du logis à l'aide du questionnaire *Entretien*. Au même moment, un deuxième enquêteur s'occupait de réaliser l'inspection visuelle des lieux à l'aide de la grille d'inspection (*Formulaire de Visite*).

3.2 Participation et taux de réponse

Finalement, il y a eu 161 visites effectuées sur le terrain. Parmi les ménages enquêtés, le nombre de participants âgés de 5 ans et plus s'élevait à 183 pour le secteur 1 et 148 pour le secteur 2, correspondant ainsi à une moyenne d'environ 2 participants (âgés de 5 ans et plus) par ménage dans chaque secteur. En excluant les ménages non rejoints (n = 141), ceci correspond à un taux de participation de 27 %.

En ce qui concerne les taux de réponse aux divers questionnaires, ils étaient de 100 % pour le questionnaire *Entretien*, à remplir par les enquêteurs au moment de leur visite des ménages participants. Pour les deux autres questionnaires, à remplir par les participants après la visite des enquêteurs, les taux de réponse étaient, bien qu'inférieurs à 100 %, également élevés. Pour le questionnaire *Dépenses associées au logement*, il était de 95 %. Pour le questionnaire *Santé* (à remplir par tous les individus de 5 ans et plus du ménage), il était de 84 %, en considérant les ménages où l'ensemble des occupants y a répondu, alors que ce pourcentage s'élevait à 97 % en considérant également les ménages où une partie seulement des occupants y a répondu.

3.3 Déroutement de la collecte de données

Juste avant le début de la collecte de données, deux jours étaient consacrés à la formation des enquêteurs. Le premier jour consistait en une formation théorique, expliquant le projet dans son ensemble, sa démarche ainsi que les tâches à effectuer sur le terrain. La deuxième journée consistait en une formation pratique, où deux ménages volontaires ont été visités afin que les enquêteurs se

⁵ Exemple de lettre disponible sur le [site Internet du CREBS](#).

familiarisent avec la démarche et les outils. Ces ménages volontaires pouvaient par exemple être des employés de la municipalité ou des membres de l'équipe de recherche.

Les enquêteurs se rendaient au domicile du ménage ciblé au moment du rendez-vous planifié par le téléphoniste. Ils expliquaient d'abord le projet et faisaient signer le formulaire de consentement. Un des enquêteurs procédait ensuite à l'entrevue avec le répondant (questionnaire *Entretien*) alors que l'autre visitait le logement en remplissant la grille d'inspection. Le répondant du questionnaire *Entretien* devait être une personne de 15 ans et plus qui participait aux tâches quotidiennes associées au logement.

Avant de quitter le domicile, les enquêteurs laissaient autant de copies du questionnaire *Santé* (format papier) qu'il y avait de personnes de 5 ans et plus dans le ménage, de sorte que chaque membre du logis pouvait remplir son propre questionnaire (avec les versions appropriées selon l'âge des personnes du ménage). Chaque questionnaire *Santé* était rempli par la personne elle-même, à l'exception de celui destiné aux enfants âgés de 5 à 14 ans, qui était rempli avec l'aide d'un adulte. Les enquêteurs laissaient également une seule copie d'un troisième questionnaire à remplir par un représentant du ménage portant sur les dépenses du ménage associées au logement (questionnaire *Dépenses associées au logement*). Afin de maximiser le taux de réponse, les questionnaires *Santé* et *Dépenses associées au logement* étaient par la suite récupérés en personne par un enquêteur environ trois jours suivant la visite.

Afin de remercier les ménages participants à l'enquête, les enquêteurs ont distribué à ces derniers une trousse d'information portant sur la santé et l'habitat. Puisque la trousse a été lancée en impression en août, celle-ci a été distribuée aux participants vers la fin de la collecte de données seulement. L'objectif final était d'avoir 200 ménages dont les questionnaires avaient été remplis.

3.4 Analyse des résultats

Les résultats de la collecte de données ont été acheminés au statisticien pour l'analyse, qui a été effectuée sous l'angle des différentes thématiques suivantes :

- + Caractéristiques des ménages et conditions des logements;
- + Qualité de l'air intérieur et de l'eau potable;
- + Confort thermique des logements;
- + Sécurité des logements;
- + Nuisances associées au bruit et aux odeurs environnementales;
- + Quartier résidentiel et sécurité perçue;
- + Accès et consommation de fruits et légumes et statut pondéral;
- + Quartier résidentiel et activité physique, de loisir et de transport.

À la suite de l'analyse des résultats de l'enquête pilote réalisée à Baie-Saint-Paul, deux autres scénarios ont été suggérés pour reproduire une telle enquête dans une autre municipalité. Les deux prochaines sections présentent ces scénarios.

4 Analyse des ressources nécessaires pour reproduire l'enquête

Cette section a pour objectif de déterminer quelles sont les conditions nécessaires pour reproduire l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* de manière efficace dans d'autres municipalités du Québec. Les besoins en ressources (humaines, financières, matérielles et temps requis) qui ont été nécessaires à la réalisation de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* à Baie-Saint-Paul ont d'abord été évalués. À partir de cette évaluation, les ressources nécessaires pour reproduire l'enquête selon deux scénarios, soit A) reproduire l'enquête dans la version utilisée dans le projet pilote ou B) reproduire l'enquête dans une version abrégée, ont par la suite été estimées. Cette analyse a été effectuée selon les trois grandes étapes de l'enquête, soit la planification, la collecte de données et l'analyse/présentation des résultats. Les scénarios n'incluent pas le module complémentaire *Audit de potentiel piétonnier actif et sécuritaire*.

4.1 Scénario A : enquête pilote à Baie-Saint-Paul

4.1.1 RESSOURCES HUMAINES ET FINANCIÈRES UTILISÉES

Le tableau 2 résume les ressources humaines et matérielles qui ont été nécessaires à la réalisation du projet pilote de Baie-Saint-Paul faite selon le scénario A.

Certains partenaires ont également collaboré à la réalisation des travaux, sans que ces contributions n'aient engendré de dépenses pour le projet (contributions nature). Les principales tâches effectuées par ces partenaires étaient les suivantes :

- + La DSP de la Capitale-Nationale a effectué les premiers contacts avec la municipalité avec un soutien de l'INSPQ. Cette prise de contact a été effectuée environ 6 mois avant le début de la collecte de données.
- + La Ville de Baie-Saint-Paul a pris en charge les activités suivantes : rédaction de deux articles faisant la promotion du projet dans le journal local, envoi de la lettre invitant les ménages sélectionnés à participer, appels des ménages sélectionnés pour sonder leur intérêt à participer et à prendre rendez-vous avec les ménages participants. Cette dernière tâche a nécessité un demi-temps d'une secrétaire de la Ville sur une période d'environ 3 mois.
- + Une dizaine de partenaires (principalement de l'INSPQ) a collaboré à la préparation des questionnaires, à l'analyse des données ainsi qu'à l'écriture du rapport.

Tableau 2 Ressources humaines et matérielles utilisées pour la réalisation du projet pilote à Baie-Saint-Paul, selon les trois grandes étapes de l'enquête

Ressources	Planification (18 mois)	Collecte de données (3 mois)	Analyse et présentation des résultats (14 mois)
Chargé de projet	<p>Un demi-temps sur une période de 18 mois réparti de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> 75 % consacré à l'écriture du protocole, à l'élaboration des questionnaires ainsi qu'à la présentation et à l'approbation du projet au comité d'éthique. 25 % consacré à d'autres tâches associées à la planification de la collecte de données, notamment la sélection des secteurs à l'étude, les prétests des questionnaires sur le terrain ainsi que le recrutement et la préparation de la formation des enquêteurs. 	<p>Un temps complet sur une période de 3 mois. Un demi-temps était consacré à la coordination de la collecte alors que le demi-temps restant était principalement consacré à l'élaboration du plan d'analyse et du plan de rédaction du rapport.</p>	<p>Deux jours/semaine sur une période de 14 mois. Les tâches consistaient principalement en la coordination, ainsi qu'en une partie de l'analyse et de l'écriture du rapport. Environ 15 % de ce temps était consacré à la rédaction du plan d'analyse et à l'évaluation du projet.</p>
Techniciens	<ul style="list-style-type: none"> Un temps complet sur une période de 3 à 4 semaines consacré à préparer la liste d'appels et à mettre les questionnaires sur support informatique. Un temps complet sur une période de 2 à 3 semaines consacré à collaborer à la formation des enquêteurs, à l'élaboration des questionnaires et à la réalisation des prétests. 	<p>Trois enquêteurs sur le terrain à temps complet (1 technicien diplômé, 1 étudiant universitaire et 1 étudiant collégial) dont les principales tâches étaient la visite des ménages et la saisie de données. Une partie de leur temps était également consacré à soutenir la Ville dans la planification des rendez-vous avec les ménages. Un des enquêteurs consacrait la moitié de son temps à l'évaluation du projet.</p>	NA
Statisticien	NA	NA	<p>Un demi-temps sur une période approximative de 7 à 8 mois consacré à écrire les programmes et à produire les analyses statistiques.</p>
Ressources matérielles	<p>Achat du logiciel <i>StreetSmart</i> (pour obtenir les numéros de téléphone des ménages sélectionnés).</p>	<p>Location de 2 portables pour la saisie des données sur le terrain, location du logement pour les enquêteurs, achat du logiciel pour la mise en ligne des questionnaires et la saisie des données (<i>FluidSurvey</i>), impression de la trousse d'information aux participants. L'espace de travail des enquêteurs était fourni par la Ville de Baie-Saint-Paul.</p>	NA

NA : Ne s'applique pas

Le tableau 3 ci-dessous présente une description des ressources financières qui ont été nécessaires pour la réalisation de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* à Baie-Saint-Paul. Ces coûts ont été estimés pour trois grandes périodes du projet, soit la planification, la collecte de données et l'analyse des résultats.

En considérant les 161 visites effectuées au cours de l'été, le coût par entrevue du projet pilote de Baie-Saint-Paul était approximativement de 310 \$. Ce coût inclut le salaire du chargé de projet (le demi-temps consacré à la coordination de la collecte), des enquêteurs (deux temps complets et un demi-temps), la location des deux portables, la location d'un logement pour les enquêteurs, les déplacements, ainsi que les impressions et envois postaux (principalement pour la trousse d'information destinée aux participants).

Tableau 3 Coûts du projet pilote à Baie-Saint-Paul, par étape

Étapes de l'enquête	\$ ^A
Planification	63 340
Ressources humaines	
Chargé de projet	53 800
Techniciens	8 770
Déplacements et formations	100
Ressources matérielles	
Soutien informatique	670
Collecte de données	50 180
Ressources humaines	
Chargé de projet	9 780
Techniciens	25 850
Déplacements et formations	3 050
Ressources matérielles	
Logement des enquêteurs	7 165
Impressions et envois postaux	2 455
Soutien informatique	1 880
Analyse et présentation des résultats	65 840
Ressources humaines	
Chargé de projet	44 470
Statisticien	21 270
Déplacements et formations	100
Total	179 360

^A Montants estimés en dollars canadiens de 2014.

4.1.2 RESSOURCES NÉCESSAIRES ESTIMÉES POUR UNE ENQUÊTE SIMILAIRE

Description du scénario

Ce scénario consiste à reproduire l'enquête telle qu'elle a été réalisée dans le cadre du projet pilote à Baie-Saint-Paul. Ainsi, les besoins estimés pour réaliser l'enquête selon ce scénario sont similaires à ceux qui ont été investis dans le cadre du projet pilote, en excluant cependant les ressources nécessaires pour réaliser certaines étapes relatives à la planification et à l'analyse qui n'ont pas à être reproduites, notamment :

- + l'écriture du protocole et l'élaboration des questionnaires;
- + la mise en ligne des questionnaires et des formulaires de saisie de données;
- + la préparation de la formation des enquêteurs;
- + le demi-temps consacré par un des enquêteurs à réaliser l'évaluation de l'enquête;
- + l'élaboration des canevas de la lettre destinée aux ménages participants et du formulaire de consentement;
- + l'élaboration du plan d'analyse et des programmes informatiques pour effectuer les analyses dans le logiciel statistique;
- + l'élaboration du matériel d'information pour les participants (trousse) à la suite de leur participation.

Estimation des ressources nécessaires

Les ressources estimées pour la réalisation du scénario A (avec un objectif d'enquêter auprès de 200 ménages, environ) sont présentées dans le tableau 4 ci-dessous. Il est estimé que le temps requis pour réaliser la même démarche avec l'aide des outils développés dans le cadre du projet pilote serait de 12 à 15 mois.

Ce scénario tient compte que, tel qu'accompli dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul, les aspects suivants seront assumés par la municipalité :

- + la promotion du projet auprès des participants (ex. : articles dans le journal local, envoi de la lettre aux participants);
- + le recrutement des ménages (qui requiert environ un demi-temps sur une période de 3 à 4 mois);
- + l'espace de travail des enquêteurs.

Il tient également compte qu'un soutien est offert au chargé de projet par les partenaires pour l'analyse des données et l'écriture du rapport.

Tableau 4 Ressources humaines et matérielles estimées pour la réalisation du scénario A, selon les trois grandes étapes de l'enquête

Ressources	Planification (4 à 5 mois)	Collecte de données (3 à 4 mois)	Analyse et présentation des résultats (5 à 6 mois)
Chargé de projet	Un demi-temps sur une période de 4 à 5 mois pour effectuer les tâches telles que prendre contact avec la municipalité, présenter le projet aux partenaires et planifier les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la collecte de données (engager et former les enquêteurs, trouver un local de travail, préparer la liste d'appels, etc.).	Un demi-temps sur une période de 3 à 4 mois pour effectuer la coordination de la collecte.	Un demi-temps sur une période de 5 à 6 mois pour effectuer les tâches telles que coordonner le projet et effectuer une partie de l'analyse des données et de l'écriture du rapport.
Enquêteurs	NA	Deux enquêteurs sur le terrain à temps complet sur une période de 3 à 4 mois pour réaliser la visite des ménages, saisir les données et soutenir la municipalité dans la prise de rendez-vous des ménages.	NA
Statisticien	NA	NA	Un temps complet sur une période de 2 à 3 mois pour effectuer les analyses.
Ressources matérielles	Achat du logiciel <i>StreetSmart</i> pour obtenir les numéros de téléphone des ménages sélectionnés.	Location de deux portables pour la saisie des données sur le terrain, location du logement pour les enquêteurs, achat du logiciel pour la mise en ligne des questionnaires et la saisie des données (<i>FluidSurvey</i>), impression de la trousse d'information aux participants.	NA

NA : Ne s'applique pas.

Les coûts estimés pour reproduire le projet selon le scénario A sont résumés au tableau 5. Selon cette évaluation, le coût par entrevue serait approximativement de 240 \$. Toutes les dépenses associées à la collecte de données ont été considérées pour estimer le coût par entrevue, soit le salaire du chargé de projet (un demi-temps), de deux enquêteurs (deux temps complets), la location de deux portables, la location du logement, les déplacements, ainsi que les impressions et envois postaux (principalement pour la trousse d'information aux participants).

Pour réaliser la collecte de données, l'embauche d'un technicien diplômé et d'un étudiant de niveau collégial a été considérée comme dans le scénario du projet pilote de Baie-Saint-Paul. Les coûts estimés pour les ressources humaines correspondent à l'échelon moyen de leur classe d'emploi respective, incluant les avantages sociaux. Ces dépenses peuvent ainsi varier selon l'expérience de l'équipe sur le terrain, soit le nombre d'années d'ancienneté du technicien et le dernier niveau scolaire atteint par l'étudiant. Par exemple, si les deux enquêteurs engagés sont tous les deux des étudiants de niveau collégial, les frais de salaire se situeraient autour de 16 800 \$ (au lieu de 25 300 \$). Par ailleurs, les frais de déplacement pourraient être considérablement réduits, soit à

environ 500 \$ (au lieu de 3 000 \$). Dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul, environ 80 % des dépenses de déplacement étaient allouées au technicien pour ses repas et ses transports lors des congés en raison de la distance considérable entre son lieu de travail et son domicile. En revanche, si les deux enquêteurs engagés sont deux techniciens qui détiennent une bonne expérience (échelon salarial moyen), les frais de salaire se situeraient autour de 33 800 \$ (au lieu de 25 300 \$), et les frais de déplacement autour de 5 500 \$ (au lieu de 3 000 \$).

Comme dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul, ce scénario tient compte de l'éloignement du lieu de résidence des enquêteurs puisque ceci entraîne des frais de logement pour les enquêteurs (estimés à 4 000 \$) et de déplacement (estimés à 3 000 \$, principalement pour les déplacements entre le lieu de résidence et le lieu de travail lors des congés du technicien diplômé). Dans ce scénario, les dépenses associées au logement sont estimées moindres que dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul en raison du nombre moins élevé d'enquêteurs à loger (deux au lieu de trois). Ces dépenses sont donc également susceptibles de changer selon la proximité du lieu de travail par rapport au lieu de résidence des enquêteurs.

Tableau 5 Ressources financières estimées pour la réalisation du scénario A, par étape

Étapes de l'enquête	\$ ^A
Planification	14 300
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 20 semaines)	13 500
Déplacements	100
Ressources matérielles	
Soutien informatique	700
Collecte de données	48 100
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 16 semaines)	10 800
Enquêteurs (2 temps complets, 16 semaines (1 technicien diplômé et 1 étudiant de niveau collégial))	25 300
Déplacements	3 000
Ressources matérielles	
Logement des enquêteurs	4 000
Impressions et envois postaux	3 000
Soutien informatique	2 000
Analyse et présentation des résultats	29 800
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 28 semaines)	18 900
Statisticien (1 demi-temps, 16 semaines)	10 800
Déplacements	100
Total	92 200

^A Montants estimés en dollars canadiens de 2014.

NA : Ne s'applique pas.

4.1.3 FORCES ET FAIBLESSES DU SCÉNARIO A

Les forces et faiblesses du scénario A (réaliser l'enquête en utilisant la même démarche que le projet pilote de Baie-Saint-Paul) sont résumées dans le tableau 6. La principale force du projet dans sa forme actuelle est la richesse de la banque de données, laquelle combine des informations sur les conditions perçues et observées à l'égard de plusieurs problématiques en lien avec l'environnement bâti ainsi que des informations sur l'état de santé de chacun des individus du ménage. Cependant, cet avantage amène aussi la principale faiblesse du projet, c'est-à-dire que les nombreuses données recueillies par divers moyens (entrevue face à face, grille d'observations et questionnaires autoadministrés) nécessitent des investissements considérables en termes de ressources pour la planification, la collecte et l'analyse. Par ailleurs, le caractère plus intrusif de la démarche a potentiellement représenté un frein à la participation de certains ménages, notamment les ménages constitués d'une seule personne.

Tableau 6 Forces et faiblesses du scénario A

Forces	Faiblesses
<ul style="list-style-type: none"> + Permet d'obtenir une banque riche de données de nature objective (avec les observations de l'enquêteur) et perçue (avec les perceptions d'un répondant du ménage) sur l'intérieur et l'extérieur du logement ainsi que son environnement immédiat. Il permet également la cueillette d'informations clés sur l'état de santé de chacun des individus des ménages. + Permet de documenter plusieurs problématiques en lien avec l'environnement bâti pour un secteur donné (ex. : secteur plus défavorisé). + Action concertée avec les autorités responsables en vue de la mise en place de solutions. 	<ul style="list-style-type: none"> - Démarche intrusive puisqu'elle implique d'entrer dans le domicile des participants, ce qui représente potentiellement un frein à la participation de certaines clientèles^A. - Nécessite certains investissements en ressources humaines et matérielles. - Démarche difficilement utilisable à plus grande échelle (ex. : région sociosanitaire).

^A Lors de la collecte de données du projet pilote de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* à Baie-Saint-Paul, quelques ménages de personnes seules ont communiqué avec la ville après réception de la lettre les invitant à participer à l'enquête afin que leur nom soit retiré de la liste d'appels (Van Caenegem et collab., non publié).

4.2 Scénario B : version abrégée de l'enquête

4.2.1 RESSOURCES NÉCESSAIRES ESTIMÉES POUR REPRODUIRE L'ENQUÊTE

Description du scénario

Dans une perspective de réduire les coûts associés à la réalisation de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit*, une réflexion a été amorcée quant à la réalisation d'un deuxième scénario (scénario B), qui permettrait de recueillir l'essentiel des données tout en réduisant le plus possible les investissements en ressources.

Le principal constat des résultats d'analyse du scénario A est que plus de la moitié des coûts de réalisation est associée à la collecte de données. Ainsi, une des options possibles pour réduire les investissements requis est de limiter l'inspection à une évaluation sommaire du logement. En effet, la réduction de l'ampleur de l'inspection est justifiée par certaines constatations réalisées lors du projet pilote de Baie-Saint-Paul. L'une d'entre elles est que l'inspection détaillée de l'intérieur et de

l'extérieur du domicile des participants a créé certaines attentes auprès de la municipalité et des citoyens dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul : quelques personnes ont mentionné à l'équipe de projet qu'elles auraient souhaité que les participants reçoivent une évaluation de leur domicile. Par ailleurs, plusieurs informations recueillies par les observations des enquêteurs au cours du projet pilote de Baie-Saint-Paul étaient similaires à celles recueillies par les perceptions des répondants (notamment des données en lien avec la qualité de l'air intérieur). Ces données obtenues par deux moyens distincts pourraient donc être recueillies par les perceptions du répondant uniquement (avec le questionnaire *Entretien*). Cette nouvelle approche permettrait ainsi de limiter l'équipe sur le terrain à un enquêteur plutôt que deux, comme requis dans le scénario A. Ce scénario permettrait également de diminuer le temps requis pour effectuer les analyses statistiques en réduisant le nombre de données générées et les validations nécessaires.

Un autre moyen envisagé pour réduire les coûts est d'avoir recours à des questionnaires en ligne pour réaliser la collecte de données sur la santé des individus et les dépenses du ménage associées au logement. Cette méthode de collecte est similaire au questionnaire papier (autoadministré, sans enquêteur) et permettrait d'éliminer l'étape de saisie de données qui était effectuée par les enquêteurs avec les questionnaires papier. Cependant, l'utilisation de cette méthode peut présenter certains désavantages par rapport aux questionnaires papier, notamment à l'égard de la proportion de la population rejointe. Bien que la grande majorité des ménages québécois ait désormais accès à Internet à leur domicile (82 % en 2012 selon l'Institut de la statistique du Québec [ISQ]), cette accessibilité est significativement moins élevée chez certains groupes de la population, notamment les ménages de personnes seules (65 %), de plus faible revenu (60 %) et sans aucun diplôme d'études secondaires (44 %) (Lessard, 2013). Elle est également moins importante dans certaines régions du Québec, où la proportion de ménages branchés à Internet à leur domicile en 2012 était de 71 % en Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et de 75 % dans le Bas-Saint-Laurent, par rapport à 85 % dans la région de la Capitale-Nationale et à 84 % en Montérégie (Lessard, 2013). La proportion de la population rejointe avec des questionnaires en ligne risque alors d'être moindre chez les ménages plus vulnérables et habitant en dehors des grandes agglomérations, où l'accessibilité à Internet à domicile est significativement moins élevée.

Conséquemment, le recours à une approche hybride, qui combine l'utilisation de questionnaires en ligne et papier, pourrait être intéressant. Par exemple, le fait d'offrir aux participants de remplir les questionnaires en ligne, mais d'offrir la possibilité à ceux qui n'ont pas Internet de les remplir en format papier, permettrait de réduire les coûts associés à la saisie de données tout en s'assurant de la représentation des ménages n'ayant pas accès à Internet. Une autre option examinée pour réduire les coûts associés à la collecte de données est de réaliser les entrevues avec les ménages par téléphone. L'entrevue téléphonique est moins intrusive que le scénario A, où deux enquêteurs visitent le domicile des participants, et pourrait contribuer à améliorer la participation de certains ménages plus réfractaires à laisser entrer des inconnus dans leur domicile.

Dans un autre ordre d'idées, en faisant appel à une firme de sondage qui peut mettre à contribution plusieurs enquêteurs, la durée de la collecte de données pourrait être significativement réduite (de moitié), ce qui permettrait par le fait même de réduire potentiellement les coûts associés au chargé de projet. Selon des estimations sommaires (annexe 3), les honoraires des firmes de sondage pour réaliser les entrevues téléphoniques d'une durée de 45 minutes auprès de 200 ménages pourraient osciller de 11 000 \$ à 20 000 \$. Cependant, en raison de la durée de l'entrevue qui était en moyenne de 45 minutes dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul, il est possible que cette approche ait une influence considérable sur le taux de participation. Des entrevues téléphoniques d'une durée plus importante que 20 à 30 minutes conduiraient généralement à des taux de non-réponse plus élevés ou à une probabilité plus grande que le participant mette un terme à l'entrevue avant la fin (De Leeuw

et Dillman, 2008). Ainsi, une entrevue face à face serait plus efficace qu'une entrevue par téléphone pour un long questionnaire, notamment parce qu'il est plus aisé pour le participant de mettre fin à l'entrevue en raccrochant simplement le téléphone (De Leeuw et Dillman, 2008).

Dans ce contexte, la méthode privilégiée serait de conserver l'entrevue en personne sur le terrain. La présence d'un enquêteur sur le terrain facilite d'ailleurs la distribution et le retour des questionnaires *Santé et Dépenses associées au logement*. Dans le projet pilote de Baie-Saint-Paul, les enquêteurs avaient la responsabilité de remettre ces deux questionnaires autoadministrés aux ménages au moment de l'entrevue. Ils retournaient les chercher au domicile des participants trois jours plus tard et effectuaient des rappels au besoin. Il est possible que les participants soient plus enclins à remplir et à retourner les questionnaires *Santé* à une personne avec qui ils ont préalablement établi un certain lien de confiance, ce qui pourrait influencer positivement le taux de réponse.

Le tableau 7 présente les principaux aspects distinctifs du scénario B par rapport au scénario A, en considérant les éléments de réflexions amenés.

Tableau 7 Principaux aspects distinctifs du scénario B par rapport au scénario A

Scénario A	Scénario B (version abrégée)
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les questionnaires <i>Santé et Dépenses associées au logement</i> sont des questionnaires papier autoadministrés que les enquêteurs doivent récupérer 3 jours suivant la visite du ménage. ▪ L'inspection visuelle détaillée de l'intérieur et de l'extérieur des logements ciblés (questionnaire <i>Entretien section Visite et formulaire de visite</i>) est effectuée par un enquêteur engagé pour le projet. ▪ L'entrevue face à face avec un répondant du ménage (questionnaire <i>Entretien</i>) est réalisée au même moment que l'inspection visuelle détaillée par un deuxième enquêteur. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Les questionnaires <i>Santé et Dépenses associées au logement</i> sont remplis en ligne (format privilégié), mais le format papier est conservé en option pour les ménages qui n'ont pas ou qui sont moins à l'aise avec Internet. ▪ L'inspection sommaire des logements ciblés (questionnaire <i>Entretien section Visite</i>) est effectuée par un enquêteur seulement après l'entrevue. ▪ L'entrevue avec le répondant du ménage (questionnaire <i>Entretien</i>) est effectuée face à face par le même enquêteur.

Estimation des ressources nécessaires

Les ressources estimées pour la réalisation du scénario B (avec un objectif d'enquêter auprès de 200 ménages, environ) sont présentées dans le tableau 8. Il est estimé que le temps requis pour le réaliser serait de 12 à 15 mois.

Les coûts associés au scénario B sont résumés dans le tableau 9. Il est estimé que le coût par entrevue serait approximativement de 120 \$, en considérant que 200 visites seraient réalisées au cours de la collecte de données. Toutes les dépenses associées à la collecte de données ont été considérées pour estimer le coût par entrevue, soit le salaire du chargé de projet (un demi-temps) et de l'enquêteur (temps plein), la location d'un portable pour la saisie des données par l'enquêteur sur le terrain, les déplacements, ainsi que les impressions et envois postaux (principalement pour la trousse d'information aux participants).

Tableau 8 Ressources humaines et matérielles estimées pour la réalisation du scénario B, selon les trois grandes étapes de l'enquête

Ressources	Planification (4 à 5 mois)	Collecte de données (3 à 4 mois)	Analyse et présentation des résultats (5 à 6 mois)
Chargé de projet	Un demi-temps sur une période de 4 à 5 mois pour effectuer les tâches telles que prendre contact avec la municipalité, présenter le projet aux partenaires et planifier les ressources humaines et matérielles nécessaires pour la collecte de données.	Un demi-temps sur une période de 3 à 4 mois pour effectuer la coordination de la collecte et effectuer la double saisie de données du questionnaire <i>Santé</i> , au besoin (si non répondu en ligne).	Un demi-temps sur une période de 5 à 6 mois pour effectuer les tâches telles que coordonner et effectuer une partie de l'analyse des données et de l'écriture du rapport.
Enquêteur	NA	Un enquêteur temps complet dont les tâches sont de visiter les ménages et de saisir les données des questionnaires <i>Santé</i> et <i>Dépenses associées au logement</i> , au besoin (si non répondu en ligne).	NA
Statisticien	NA	NA	Un temps complet sur une période de 2 à 3 mois pour effectuer les analyses.
Ressources matérielles	Achat du logiciel <i>StreetSmart</i> pour obtenir les numéros de téléphone des ménages sélectionnés.	Location d'un portable pour la saisie des données sur le terrain, achat du logiciel pour la mise en ligne des questionnaires et la saisie des données (<i>SurveyMonkey</i>).	NA

NA : Ne s'applique pas.

À l'image du scénario A, les coûts estimés pour les ressources humaines correspondent au salaire moyen de leur classe d'emploi respective, incluant les avantages sociaux. Ces dépenses peuvent donc varier selon le salaire des employés. Dans ce scénario, des dépenses similaires au scénario A sont anticipées pour le chargé de projet. En contrepartie, l'équipe sur le terrain est réduite à un seul enquêteur. Le recours à un étudiant pour réaliser la collecte de données sur le terrain a été considéré, et ce, pour deux raisons principales : les coûts et la disponibilité du personnel. En effet, les coûts associés à l'embauche d'étudiants sont moindres que ceux associés à l'embauche de techniciens diplômés. Par ailleurs, il est possible que la durée du contrat (de 3 à 4 mois, correspondant à la durée de la collecte de données) convienne mieux à des étudiants qu'à des techniciens diplômés. Cet étudiant pourrait d'ailleurs être engagé dans le cadre d'un stage offert par la municipalité. Dans ce scénario, un étudiant qui habite le secteur a également été considéré, ce qui évite les frais de logement et de déplacement entre le domicile et le lieu de travail lors des congés. Ainsi, des frais de déplacement de 500 \$ sont considérés, correspondant principalement aux déplacements des enquêteurs aux domiciles des participants⁶. Cependant, l'inconvénient de cette approche est le manque d'expérience de l'enquêteur, qui pourrait influencer le taux de réponse, ainsi que la difficulté à trouver un étudiant en dehors de la période estivale. En contrepartie, l'embauche d'un technicien diplômé qui habite la région (et pour lequel il n'y aurait pas de frais de logement et de déplacement additionnels) serait plus coûteuse en termes de salaire (les frais de salaire se situeraient autour de

⁶ Parmi ce montant, environ 400 \$ est estimé pour les déplacements de l'enquêteur au domicile des participants, et 100 \$ est estimé pour les déplacements du chargé de projet en lien avec la préparation du terrain et la formation de l'enquêteur.

16 900 \$ au lieu de 8 400 \$ pour un échelon moyen, incluant les avantages sociaux), mais pourrait avoir un effet positif sur le taux de réponse, selon son expérience. Enfin, les dépenses en analyses statistiques sont également estimées légèrement moindres dans ce scénario (environ deux semaines de travail en moins), en raison du nombre réduit de données générées et de validations statistiques nécessaires.

Comme présenté au tableau 9 ci-dessous, le coût total estimé pour réaliser le projet selon le scénario B serait de 66 700 \$. En considérant que le demi-temps du chargé de projet est assumé par une ressource déjà en place, par exemple dans une direction de santé publique, et que les mêmes paramètres que ceux décrits dans le tableau ci-dessous sont utilisés, les coûts restants associés à la réalisation du projet (principalement pour la collecte de données et les analyses statistiques) sont estimés à environ 23 500 \$.

Tableau 9 Ressources financières estimées pour la réalisation du scénario B, par étape

Étapes de l'enquête	\$ ^A
Planification	14 300
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 20 semaines)	13 500
Déplacements	100
Ressources matérielles	
Soutien informatique	700
Collecte de données	24 000
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 16 semaines)	10 800
Enquêteur (1 temps complet, 16 semaines, 1 étudiant de niveau collégial)	8 400
Déplacements	500
Ressources matérielles	
Logement	NA
Impressions et envois postaux	3 000
Soutien informatique	1 300
Analyse et présentation des résultats	28 400
Ressources humaines	
Chargé de projet (1 demi-temps, 28 semaines)	18 900
Statisticien (1 demi-temps, 14 semaines)	9 400
Déplacements	100
Total	66 700

^A Montants estimés en dollars canadiens de 2014.

NA : Ne s'applique pas.

D'autres moyens pourraient également être envisagés pour la réalisation de la collecte de données sur le terrain, par exemple en attribuant le mandat à une firme de sondage. Comme les firmes peuvent mettre à contribution plusieurs enquêteurs, le principal avantage de cette approche est une réduction de la durée de la collecte de données et, potentiellement, des coûts associés au salaire du chargé de projet (dont la durée de travail serait également réduite). Le recours à une firme de sondage pourrait également s'avérer facilitant dans une perspective où plusieurs municipalités participeraient en même temps à l'enquête. Les frais associés à la préparation des questionnaires, aux déplacements des enquêteurs entre les domiciles des participants (estimés à environ 400 \$ dans

le scénario B), au soutien informatique nécessaire à la saisie de données sur le terrain (estimé à environ 1 300 \$ dans le scénario B), à l'achat du logiciel permettant d'obtenir les numéros de téléphone des ménages (estimés à environ 700 \$) et, au besoin, aux frais de logement seraient inclus dans le contrat de la firme et n'auraient pas à être pris en compte à part dans le budget.

Selon des estimations grossières basées sur une enquête antérieure ayant utilisé une méthodologie similaire, les honoraires de la firme pour réaliser 200 entrevues en personne et noter quelques observations sommaires sur les logements (durée approximative totale de 55 minutes) pourraient se situer autour de 28 000 \$ (annexe 3). Ce montant pourrait toutefois être plus élevé si l'administration et la gestion des questionnaires *Santé et Dépenses associées au logement* étaient aussi assumées par la firme. Par ailleurs, cette approche demande certains éléments de planification additionnels non considérés dans le scénario B. Elle exige d'établir de manière claire et précise le contrat avec la firme afin d'éviter toute confusion et des coûts additionnels en cours de route. De plus, si le montant alloué pour réaliser les entrevues dépasse 100 000 \$, il devient nécessaire de procéder à un appel d'offres et de préparer les documents et la démarche en conséquence.

5 Conclusion

L'évaluation présentée dans ce rapport tient compte de trois scénarios différents de réalisation de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit*. Ces trois scénarios prennent en considération divers paramètres qui peuvent varier selon le contexte et, en conséquence, modifier les coûts estimés, par exemple l'échelon salarial des employés ainsi que la distance entre le domicile des employés et le lieu de travail (besoins en logement et en déplacements). Néanmoins, le scénario B représente une option intéressante pour recueillir l'essentiel des données tout en réduisant les coûts associés à la réalisation du projet.

6 Références

- Bonnefoy, X., Braubach, M., Davidson, M., Robbel, N. (2007). A pan-European housing and health survey: description and evaluation of methods and approaches. *International Journal of Environment and Pollution*, 30(3- 4), 363-383.
- De Leeuw, E. D., Dillman, D. A. (2008). *International handbook of survey methodology*. Taylor & Francis. Repéré à : http://books.google.fr/books?hl=fr&lr=&id=x2ljAmf4NcUC&oi=fnd&pg=PP2&dq=International+Handbook+of+Survey+Methodology&ots=RIJ-4riuqu&sig=JNLxRxcgtnA_fzUiSoNPkREL7wA
- Kègle, R. et collab. (2011). *Portrait de défavorisation matérielle et sociale 2006 du territoire du Centre de santé et des services sociaux de Charlevoix*. Centre de santé et des services sociaux (CSSS) de Charlevoix. Repéré à : <http://www.csssdeportneuf.qc.ca/wp-content/uploads/2014/05/PortraitDefavorisation.pdf>
- Institut national de santé publique du Québec (2014). *Mon habitat: plus qu'un simple toit: résultats du projet pilote de Baie-Saint-Paul*. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1802_Mon_Habitat.pdf
- Institut national de santé publique du Québec (2015). Indice de défavorisation, Québec, 2011 (nouveau découpage). Repéré à : <https://www.inspq.qc.ca/expertises/gestion-et-analyse-de-l-information/diffusion-d-une-information-adaptee/santescope/indice-de-defavorisation/indice-de-defavorisation-quebec-2011-nouveau-decoupage>
- Lessard, C. (2013). *L'enquête québécoise sur l'accès des ménages à Internet 2012 : présentation et analyse des résultats*. Institut de la statistique du Québec. Repéré à : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/science-technologie-innovation/utilisation-internet/menages-individus/menage-internet-2012.pdf>
- Lévesque, B., Huppé, V., Tourigny, A. (2016). Mobilizing Local Authorities Around Public Health Priorities. *American Journal of Public Health*, 106(7), 1233-1234.
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2015). Programme national de santé publique 2015-2025. Repéré à : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001565>
- Ministère de la Santé et des Services sociaux (2016). Politique gouvernementale de prévention en santé. Repéré à : <http://publications.msss.gouv.qc.ca/msss/document-001753/>
- Paquin, S. (2015). *Boîte à outils : audit de potentiel piétonnier actif sécuritaire (PPAS) : le guide complet 2.1*. Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux du Centre-Sud-de-l'Île-de-Montréal. Repéré à : https://publications.santemontreal.qc.ca/uploads/tx_asssmpublications/978-2-89673-488-7.pdf
- Van Caenegem, F., Huppé, V., Tourigny, A., Lévesque, B. (non publié). *Rapport d'évaluation Mon habitat : plus qu'un simple toit – Partie I : planification et collecte des données*. Institut national de santé publique du Québec.

Annexe 1

Liste de vérification

✓ **Liste de vérification**

- Contact avec la municipalité et les partenaires
 - + Plaquette de projet
- Identification du ou des secteurs
- Planification de la collecte de données
- Préparation de l'équipe sur le terrain
- Préparation du matériel
 - + Logiciel StreetSmart
 - + Ordinateur portable format « tablette »
 - + Logiciel d'entrevue et de saisie de données
 - + Cartable de formation de l'enquêteur
 - + Calendrier en ligne afin de planifier les rendez-vous avec les ménages
- Recrutement des ménages
 - + Campagne de promotion de l'enquête
 - + Lettre de participation
- Outils de la collecte de données
 - + Questionnaire *Entretien*
 - + Questionnaire *Santé* (versions adultes et enfant)
 - + Questionnaire *Dépenses associées au logement*
 - + Audit de potentiel piétonnier
- Analyse des résultats

Annexe 2

**Enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* :
démarche de révision des questionnaires**

Démarche globale de révision des questionnaires

La révision des questionnaires du projet pilote de Baie-Saint-Paul, effectuée au cours de l'été 2014, s'est appuyée sur :

- + des experts consultés pour chacune des thématiques abordées dans les questionnaires, voir ci-dessous ;
- + des questionnaires d'enquêtes (principalement québécoises et canadiennes), des publications scientifiques, des directives ainsi que des normes.

Certains problèmes, identifiés au cours du projet pilote de Baie-Saint-Paul, ont également été revus et ajustés avec les experts concernés :

- + certaines questions n'ont pas été utilisées lors de l'analyse du projet pilote, soit parce qu'elles étaient trop détaillées considérant la nature de l'enquête et la taille de la population visée (environ 200 ménages), ou parce qu'elles étaient finalement jugées désuètes. Par exemple, certaines questions de l'enquête LARES de l'OMS avaient été conservées par souci de comparaison avec le projet pilote de Baie-Saint-Paul. Les questions non utilisées ont ainsi été retirées.
- + certains problèmes ont été décelés pour quelques questions lors du projet pilote. À titre d'exemple, il a été jugé après réflexion que les questions portant sur la sécurité des piscines n'étaient pas assez détaillées pour permettre d'évaluer cet aspect adéquatement, ce qui a conduit à certains ajustements.
- + certaines informations étaient documentées à la fois dans la grille *Inspection* et le questionnaire *Entretien*. Ainsi, les informations déjà documentées dans le questionnaire *Entretien* ont été retirées de la grille.

Experts consultés

Les experts suivants ont été consultés pour la révision des questionnaires, **après** la réalisation du projet pilote (soit au cours de l'été 2014), selon leur champ d'expertise :

- + Aspects méthodologiques (formulation de certaines questions) : Magalie Canuel, INSPQ
- + Confort thermique et adaptation à la chaleur et au froid : Pierre Gosselin et Magalie Canuel, INSPQ
- + Dérangements et troubles du sommeil associés au bruit : Richard Martin, INSPQ
- + Eau potable : Denis Gauvin, INSPQ
- + Limitations fonctionnelles et adaptation du domicile : André Tourigny, INSPQ
- + Maladies et symptômes : Benoit Lévesque, INSPQ
- + Organismes indésirables et utilisation de pesticides : Onil Samuel, INSPQ
- + Qualité de l'air intérieur : Jean-Marc Leclerc, INSPQ
- + Potentiel piétonnier : Éric Robitaille, INSPQ, ainsi que Sophie Paquin et Martine Laurin, DSP de Montréal
- + Santé mentale : Arnaud Duhoux, Université de Montréal
- + Sécurité des piscines résidentielles : Michel Lavoie, INSPQ, et François Lépine, Société de sauvetage

- + Sécurité du domicile : Michel Lavoie et Pierre Maurice, INSPQ
- + Sécurité perçue du quartier : Louise Marie Bouchard, INSPQ
- + Taux d'effort : François Rivest, Société d'habitation du Québec (SHQ)

Les personnes suivantes ont également participé à la révision des questionnaires, **avant** le projet pilote en lien avec d'autres domaines :

- + Activité physique : Bertrand Nolin, INSPQ
- + Consommation d'alcool : Nicole April, INSPQ
- + Consommation de fruits et légumes : Carole Blanchet, INSPQ
- + Caractéristiques des ménages et des logements : Brigitte Beauvais, SHQ; Dany Dutil, SHQ; Stéphane Leduc, SHQ; Jules Masson, SHQ
- + Qualité de l'air intérieur : Denis Gauvin, INSPQ; Véronique Gingras, INSPQ
- + Sommeil : Richard Godbout, Université de Montréal
- + Ensemble des questionnaires : Isabelle Goupil-Sormany, DSP de la Mauricie; Vicky Huppé, INSPQ; Pierre-Luc Lamarre, INSPQ; Benoit Lévesque, INSPQ; Daria Pereg, DSP de la Capitale-Nationale; François Tremblay, INSPQ

Questionnaires d'enquêtes consultés

Bélanger, D., Gosselin, P., Valois, P., Abdous, B. (2006). *Vagues de chaleur au Québec méridional : adaptations actuelles et suggestions d'adaptations futures*. Institut national de santé publique du Québec. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/538-VaguesChaleur_Quebec.pdf (questionnaire disponible à l'annexe 3)

Bouchard, L. M., Rainville, M., Maurice, P., Tessier, M. (2012). *Enquête sur la sécurité des personnes et la victimisation dans les milieux de vie – Questionnaire et mode d'emploi d'un outil informatique pour faciliter la saisie, le traitement et l'analyse des données*. Institut national de santé publique du Québec. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2063_enquete_securite_personnes_victimation_milieu_x.pdf

Cole, T. J., Bellizzi, M. C., Flegal, K. M., Dietz, W. H. (2000). Establishing a standard definition for child overweight and obesity worldwide: international survey. *BMJ*, 320,1240-1243.

Comité consultatif sur la Stratégie nationale sur l'alcool. (2011). *Directives de consommation d'alcool à faible risque au Canada*. Centre canadien de lutte contre l'alcoolisme et les toxicomanies.

Direction de la santé publique de la Montérégie (2006). *Enquête téléphonique sur la perception des Montérégiens de leur logement et de l'environnement immédiat*. (questionnaire du Projet Habitat)

Institut de la statistique du Québec (2010). *L'Enquête québécoise sur la santé de la population, 2008 : pour en savoir plus sur la santé des Québécois*. Repéré à : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/sante/etat-sante/sante-globale/sante-quebecois.pdf>

Institut de la statistique du Québec (2013). Enquête québécoise sur l'expérience de soin 2010-2011. Repéré à : <http://www.stat.gouv.qc.ca/enquetes/sante/eqes.html>

- Institut de la statistique du Québec (2016). *L'Enquête québécoise sur la santé de la population, 2014-2015: pour en savoir plus sur la santé des Québécois (EQSP)*. Repéré à : <http://www.stat.gouv.qc.ca/statistiques/sante/etat-sante/sante-globale/sante-quebécois-2014-2015.pdf> *(questions sur le bruit adapté de la norme ISO/TS 15666)
- Institut national de recherche scientifique (2013). *Étude des vulnérabilités à la chaleur accablante*. (questionnaire de 2010 de l'enquête dans des aires de diffusion défavorisées du Québec.
- Institut national de santé publique du Québec (2015). *Étude des impacts de la ventilation sur la qualité de l'air intérieur et la santé respiratoire des enfants souffrant de symptômes reliés à l'asthme dans les habitations*. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/2039_impact_ventilation_air_interieur_enfants_asthme.pdf (questionnaires du Projet IVAIRE)
- International Physical Activity and the Environment Network (s.d.). *Projet ALPHA – Mesure des perceptions de l'environnement, du transport actif et de l'activité physique – Version longue*. Repéré à : http://www.ipenproject.org/documents/methods_docs/Surveys/ALPHA_French.pdf
- Kessler, R. C., Andrews, G., Colpe, L. J., Hiripi, E., Mroczek, D. K., Normand, S. L., Walters, E. E., Zaslavsky, A. M. (2002). Short screening scales to monitor population prevalences and trends in nonspecific psychological distress. *Psychol Med*, 32, 959-976. *(Utilisé dans l'ESCC – Santé mentale de février 2011)
- Keyes, C. L. (2002). The mental health continuum : from languishing to flourishing in life. *Journal of Health and Social Behavior*, 43, 207-222. *(Utilisé dans l'ESCC – Santé mentale de février 2011)
- Laliberté, C., Gingras, S., Schebelen, M. (2010). *Les avertisseurs de monoxyde de carbone comme mesure de protection au Québec : état de situation et perspectives d'intervention*. Institut national de santé publique du Québec. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1075_AvertisseursCOMesureProtection.pdf (questionnaire disponible à l'annexe 3)
- Leduc S. (1999). *Évaluation d'une trousse de prévention des traumatismes à domicile survenant à de jeunes enfants*. Direction de la santé publique, de la planification et de l'évaluation. Régie régionale de la santé et des services sociaux du Bas-Saint-Laurent. Repéré à : <http://www.santecom.qc.ca/bibliothequevirtuelle/hyperion/2921799413.pdf>
- Nolin, B. (2004). L'Actimètre – Questionnaire d'évaluation du niveau d'activité physique des adultes – Version remplie par l'interviewer.
- Organisation mondiale de la Santé (2002). Questionnaires de l'enquête LARES, 2002-2003, version française (Angers).
- Passeport Santé (1998-2012). Quel est l'indice piétonnier de votre quartier ? Repéré à : http://www.passeportsante.net/fr/VivreEnSante/Tests/Test_Indice_Pietonnier_Questionnaire.aspx
- Ressources humaines et Développement des compétences Canada (2009). *Comprendre la petite enfance – L'influence de la collectivité sur le développement de l'enfant*. Repéré à : <http://publications.gc.ca/site/fra/95296/publication.html> (Annexe C : Observation des caractéristiques du voisinage)
- Santé Canada (2004). Aliments et nutrition - Graphique de l'IMC. Repéré à : http://www.hc-sc.gc.ca/fn-an/nutrition/weights-poids/guide-ld-adult/bmi_chart-graph_imc-fra.php

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) (2014). Le logement au Canada en ligne – Définitions. Repéré à : https://cmhc.beyond2020.com/HiCODefinitions_FR.html

Société de sauvetage. Une piscine sécuritaire pour une baignade parfaite – Test d'autoévaluation. Repéré à : <http://www.baignadeparfaite.com/fr/test-d-autoevaluation>

Statistique Canada (2011). Enquête nationale auprès des ménages (ENM). Questionnaire(s) et guide(s) de déclaration pour 2011. Repéré à : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p3Instr_f.pl?Function=getInstrumentList&Item_Id=84881&UL=1V&

Statistique Canada. (2006). Questionnaires et guides du recensement de 2006. Repéré à : <https://www12.statcan.gc.ca/census-recensement/2006/ref/question-guide-fra.cfm>

Statistique Canada. (2010). Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC). Questionnaire(s). Repéré à : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvey&Id=81424

Statistique Canada. (2010). *Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes (ESCC) – Vieillesse en santé. Questionnaire*. Repéré à : http://www.statcan.gc.ca/imdb-bmdi/instrument/5146_Q1_V2-fra.pdf

Statistique Canada. (2011). Enquête sur les ménages et l'environnement (EME). Questionnaire(s) et guide(s) de déclaration pour 2011. Repéré à : http://www23.statcan.gc.ca/imdb/p2SV_f.pl?Function=getSurvInstrumentList&Id=113703

Tairou, F., Gauvin, D., Laliberté, C., Gingras, S., Levallois, P. (2011). *Étude de l'observance des avis d'ébullition dans la population québécoise*. Institut national de santé publique du Québec. Repéré à : https://www.inspq.qc.ca/pdf/publications/1385_EtudeObservanceAvisEbullitionPop.pdf (questionnaire disponible à l'annexe 1)

Turgeon *et al.* (2004). Perception of drinking water in the Quebec City region (Canada) : the influence of water and consumer location in the distribution system. *J Environ Manag*, 70, 363-37.

Annexe 3

Estimation des coûts pour la réalisation de la collecte de données par une firme de sondage

Entrevue téléphonique

L'estimation des honoraires de la firme de sondage pour réaliser les entrevues avec les ménages par téléphone est basée sur des informations obtenues à la suite d'un appel d'offres réalisé par l'INSPQ au cours de l'été 2014 pour la réalisation d'une enquête, que nous nommerons « enquête Y » pour les fins du présent rapport. L'enquête Y consiste en une entrevue téléphonique d'environ 10 minutes (pour approximativement 32 variables) et vise la cueillette d'informations auprès de 3 000 ménages.

Le tableau 1 présente les montants soumissionnés par deux firmes de sondage, dont la capacité à réaliser l'enquête Y a été jugée adéquate. Il présente également une estimation grossière (selon une règle de trois) des coûts par minute d'entrevue pour chacune de ces firmes. Les estimations présentées dans le tableau tiennent compte uniquement des honoraires de la firme et ne prennent pas en considération les autres coûts associés à la collecte de données, par exemple le salaire du chargé de projet. La variabilité observée entre les honoraires estimés par les firmes de sondage pour réaliser l'enquête Y peut être attribuable à divers facteurs (par exemple, la qualité du service rendu).

Tableau 1 Estimation des coûts pour la réalisation de l'enquête par une firme de sondage au moyen d'entrevues téléphoniques

	Montants soumissionnés par les firmes lors de l'appel d'offres pour réaliser l'enquête Y*	Coûts estimés par minute d'entrevue	Coûts estimés par entrevue
Firme A	38 000 \$	1,25 \$	55 \$
Firme B	68 000 \$	2,25 \$	100 \$

* Pour une entrevue d'une durée de 10 minutes approximativement, réalisée auprès d'environ 3 000 ménages.

Sur la base de ces informations, il est estimé que les coûts pour réaliser l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* par entrevue téléphonique pourraient se situer de 11 400 \$ à 20 400 \$. Cette estimation tient compte que l'entrevue téléphonique serait d'une durée moyenne de 45 minutes (temps moyen obtenu lors du projet pilote de Baie-Saint-Paul) et serait réalisée auprès de 200 ménages.

Entrevue en personne

L'estimation des honoraires de la firme de sondage pour réaliser l'entrevue en personne est basée sur les informations obtenues à la suite de la réalisation d'une enquête conduite par l'INSPQ en 2011, que nous nommerons « enquête Z » pour les fins du présent rapport. L'enquête Z consistait en une entrevue en personne d'une durée approximative de 55 minutes auprès d'environ 3 500 ménages.

Le tableau 2 présente le montant total du contrat avec la firme de sondage pour réaliser l'enquête Z. Il présente également une estimation grossière (selon une règle de trois) des coûts par minute d'entrevue. L'estimation présentée dans le tableau tient compte uniquement des honoraires de la firme et ne prend pas en considération les autres coûts associés à la collecte de données, par exemple le salaire du chargé de projet.

Tableau 2 Estimation des coûts pour la réalisation de l'enquête par une firme de sondage au moyen d'entrevues en personne

	Coûts totaux de la firme pour réaliser l'enquête Z*	Coûts estimés par minute d'entrevue	Coûts estimés par entrevue
Firme C	484 000 \$	2,50 \$	140 \$

* Pour une entrevue d'une durée de 55 minutes approximativement, réalisée auprès d'environ 3 500 ménages.

Le montant total du contrat avec la firme était de 484 000 \$. Ce coût comprenait la préparation des questionnaires, le matériel requis pour les enquêteurs (ex. : portable) et les résultats de fréquences envoyés périodiquement. Il n'incluait toutefois pas la formation des enquêteurs, qui était assumée par l'équipe de projet.

Sur la base de ces informations, il est estimé que les coûts pour réaliser l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* au moyen d'une entrevue en personne par une firme de sondage présentant des compétences similaires seraient approximativement de 28 000 \$. Cette estimation tient compte que l'entrevue serait réalisée auprès de 200 ménages et d'une durée similaire à l'enquête Y, soit 55 minutes. Ceci inclut 45 minutes d'entrevue face à face avec le représentant du ménage et 10 minutes où l'enquêteur note certaines observations sommaires sur le logement. Cependant, l'administration des questionnaires *Santé* et *Dépense associées au logement*, à remplir par les individus en ligne ou en format papier, est un élément nouveau de l'enquête *Mon habitat : plus qu'un simple toit* par rapport à l'enquête Z, et pourrait entraîner des coûts additionnels avec la firme de sondage qui ne sont pas pris en compte ici.

www.inspq.qc.ca/crebs

